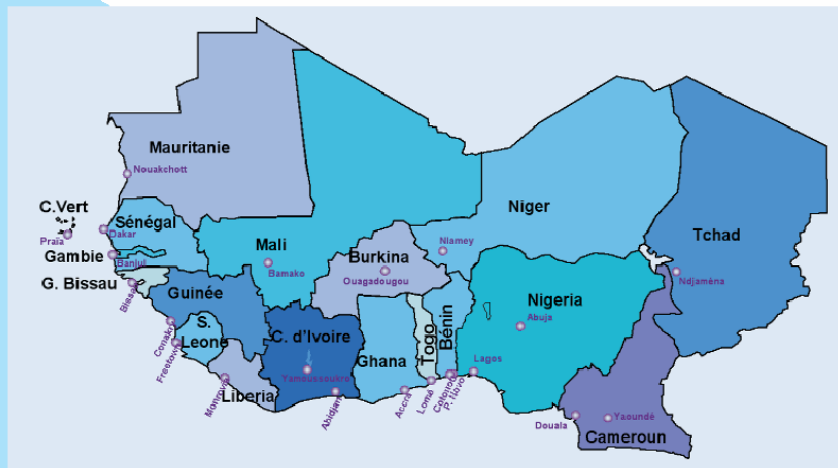


Forum national sur l'Efficacité de l'Aide

Normand Lauzon

Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE



Décembre 2005/Or. fr.

*Conakry-République de Guinée
30 novembre-2 décembre 2005*

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE
Le Seine Saint-Germain, 4 Boulevard des Iles
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX (France)
Adresse postale :
2, rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16
Tél: +33 (0) 1 45 24 89 87
Fax: +33 (0) 1 45 24 90 31
www.oecd.org/sah

*Messieurs les Ministres,
Chers Participants,
Mesdames et Messieurs,*

Permettez-moi tout d'abord de féliciter, au nom de l'OCDE, le gouvernement de la République de Guinée pour avoir organisé ce Forum dont les objectifs sont à la fois pertinents et d'une grande actualité. Je voudrais également féliciter celles et ceux qui ont participé à l'élaboration des documents pour ce Forum dont le contenu est à la fois informatif, analytique et stimulant.

Je voudrais ce matin articuler mon intervention autour de trois axes principaux :

- Faire un bref rappel de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement ;
- Soulever un certain nombre de questions qui pourraient faire l'objet d'un approfondissement durant le Forum et d'un suivi au cours des prochains mois ;
- Aborder quelques autres aspects ayant un intérêt stratégique pour nos échanges au cours des prochains jours.

La Déclaration de Paris et le présent Forum

Le présent Forum, comme cela a été souligné par d'autres intervenants, s'inscrit parfaitement dans l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement adoptée en mars 2005. Comme ce fut le cas à Monterrey, cette Déclaration reconnaît la nécessité d'accroître les volumes d'aide et d'autres ressources affectées au développement ainsi que d'augmenter leur efficacité. Il s'agit notamment de soutenir les efforts des pays partenaires en vue de renforcer la gouvernance et d'améliorer les résultats en appui au processus de développement.

Comme vous le savez, cette Déclaration faisait suite à celle adoptée par le Forum de haut niveau sur l'Harmonisation de l'Aide tenu à Rome en février 2003 et aux Principes-clés proposés lors de la Table Ronde sur la gestion axée sur les résultats en matière de développement tenue à Marrakech en février 2004.

Les décisions arrêtées par ces diverses instances visaient quatre objectifs principaux :

- 1) Réduire la pauvreté et les inégalités ;
- 2) Accélérer la croissance économique ;
- 3) Renforcer les capacités ; et
- 4) Donner lieu à des avancées importantes en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODD).

On ne manque certes pas de Déclarations ni de Principes directeurs concernant la route à suivre pour accroître et le volume et l'efficacité de l'aide au développement. Ce qui importe maintenant, c'est d'internaliser les diverses approches proposées tant au niveau des pays partenaires que des pays contributeurs. Ce qui importe maintenant, c'est de passer à l'action pour atteindre les objectifs que je viens de mentionner. Ce Forum s'inscrit dans cette double perspective d'internalisation et d'action. Et je ne doute pas que cet événement important pour la Guinée et ses partenaires au développement fera l'objet d'un suivi attentif donnant lieu à des prises de décisions et à des actions concrètes de part et d'autre.

Avant de passer au second point de mon intervention, je me permettrais de rappeler brièvement les points saillants de la Déclaration de Paris, points qui seront, j'en suis sûr, examinés au cours de ce Forum dans le contexte guinéen. La Déclaration met l'accent sur :

- Le partenariat bien compris et les responsabilités mutuelles ;
- L'appropriation par les pays partenaires dans le cadre de leurs stratégies nationales de développement qui doivent constituer le point d'ancrage des programmes d'aide au développement ;
- L'alignement et notamment par rapport aux priorités nationales, aux systèmes nationaux de gestion, à l'appui coordonné au renforcement des capacités. D'autres aspects sont abordés sous cette rubrique, y inclus la prévisibilité de l'aide et l'accroissement de la part non liée de l'aide bilatérale ;
- L'harmonisation des procédures, la promotion d'analyses et de diagnostics conjoints plutôt que parallèles ;
- La gestion axée sur les résultats et l'adoption de mécanismes coordonnés et simples de suivi et d'évaluation.

Pour chacun de ces indicateurs de progrès, la Déclaration de Paris prévoit des objectifs cibles à l'horizon 2010. Ceux-ci pourront servir de références au cours de nos échanges durant les prochains jours ainsi que pour la mise en œuvre des principales recommandations du Forum.

Quelques questions d'intérêt pour le Forum

Je voudrais énoncer brièvement un certain nombre de questions -j'en ai identifié huit- que nous pourrions souhaiter approfondir au cours de ce Forum, questions susceptibles de guider les prises de décision et l'action au cours des prochains mois :

- 1) Quelle est la vision à moyen et à long terme que la Guinée a de son processus de développement en tenant compte de la complémentarité de la construction aux niveaux local, national et régional ainsi que de ses relations présentes et futures avec le reste du monde ? Cette question s'inscrit parfaitement dans le cadre des réflexions qu'a menées et mène encore la Guinée sur son développement par rapport à trois horizons temporels :

D'où vient la Guinée ? Où se situe-t-elle présentement ? Où veut-elle/peut-elle aller, en tenant compte de l'incontournable distinction à faire entre les futurs souhaitables et possibles ?

- 2) A partir de cette vision, quels sont les plans d'action et les programmes que compte adopter et réaliser la Guinée dans la durée ? Quels devraient être le rôle et la contribution envisagés pour le secteur public et le secteur privé, formel et informel ?
- 3) Quelles stratégies et quels programmes compte-t-elle adopter en matière de mobilisation, de renforcement et d'utilisation de ses capacités nationales ? Quelle part accorder à l'investissement et dans quels domaines, ceci pour assurer un développement durable et un mieux être à ses populations ?
- 4) Comment assurer la complémentarité et la budgétisation stratégique de l'ensemble des ressources mobilisées aux fins du développement : ressources locales et nationales ; ressources provenant de ses exportations ; investissements par des nationaux, la diaspora et des étrangers ; réduction de la dette ; aide publique au développement ?
- 5) Comment assurer une utilisation transparente des ressources disponibles ? Comment accroître la capacité d'absorption du pays notamment en ce qui concerne les investissements ? Comment améliorer l'efficacité et l'efficience des ressources disponibles ? A cette fin, d'autres intervenants ont fait référence à des mécanismes tels que la Revue des Pairs réalisée actuellement dans certains pays avec le concours de l'OCDE et notamment dans le cadre du suivi du NEPAD.
- 6) Comment assurer que la gestion des ressources à tous les niveaux soit axée sur l'obtention de résultats concrets compatibles avec la vision du développement retenue pour le pays ainsi qu'avec les attentes de ses partenaires au développement ?
- 7) Comment construire sur ce qui fonctionne bien en matière de gouvernance et de gestion dans le pays ? Quelles sont les limites et les contraintes identifiées dans le diagnostic de la situation actuelle et comment y remédier sur les plans institutionnel, administratif, juridique, social, politique et technique ?
- 8) Comment tirer profit et apprendre de l'expérience acquise dans le domaine de l'efficacité de l'aide publique au développement et des autres ressources mobilisées, par d'autres pays de la région, du continent et du reste du monde ?

Voilà les principales questions que je voulais porter à votre attention et qui peuvent constituer quelques pistes pour la réflexion et l'action. Par ailleurs, un des aspects importants des relations entre partenaires dont on ne parle généralement pas beaucoup, c'est la confiance qui doit exister pour faciliter et cimenter ces relations. Je crois qu'il serait utile qu'on puisse aborder cet aspect au cours de nos échanges. Comment arriver à construire et maintenir cette confiance sans laquelle un partenariat bien compris apparaît difficile à entretenir dans la durée. Deux choses m'apparaissent importantes à cette fin. D'une part, que ce Forum ne soit pas un simple évènement mais qu'il soit suivi de décisions et d'actions. D'autre part, que la communication tant en interne qu'avec les partenaires au développement soit renforcée, ouverte et orientée vers une meilleure compréhension réciproque nécessaire à un partenariat et à un engagement durables.

Quelques autres aspects d'un intérêt stratégique pour nos échanges

Les documents qui nous ont été présentés font état d'un certain nombre de difficultés et de contraintes auxquelles est confrontée la Guinée. Qu'il me suffise d'en mentionner quelques-unes : la pauvreté qui affecte une grande partie de la population guinéenne ; le poids important de la dette publique ; la faible absorption de l'aide publique au développement en matière d'investissement ; les chevauchements institutionnels ; l'insuffisante mobilisation des capacités nationales.

Alors qu'il m'apparaît essentiel de tenir compte dans nos échanges de ces contraintes et difficultés, il m'apparaît tout aussi important de prendre acte des dynamiques de transformation à l'œuvre en Guinée afin que des appuis puissent être apportés aux porteurs et aux porteuses de changement. Comme nous le savons tous, la plupart du temps les nouvelles qui font la une dans les médias concernant l'Afrique sont des mauvaises nouvelles. Aussi, rarement entendons-nous parler des changements difficiles et positifs qui sont intervenus au cours des dernières décennies. Au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, nous avons développé avec nos partenaires africains – les pays de la région et leurs Ambassades à Paris, la CEDEAO, le CILSS, l'UEMOA, le ROPPA, et bien d'autres – une vision prospective de l'Afrique de l'Ouest qui, tout en reconnaissant ses problèmes et défis, privilégie l'identification et la promotion de ses dynamiques de transformation et de celles et ceux qui les portent. Nous sommes persuadés que l'Afrique de l'Ouest ne devrait pas être perçue comme une région en stagnation mais plutôt en mutation, capable d'adaptations et d'avancées importantes. Cette affirmation peut être documentée et nous pensons qu'elle s'applique également à la Guinée. Il serait donc souhaitable d'en tenir compte dans nos échanges de même que dans le suivi de ce Forum.

Par ailleurs, dans sa présentation des grands objectifs de ce Forum et de la documentation mise à notre disposition, Monsieur Pierre Claver Damiba a fait référence au concept d'Etats « fragiles » mis en avant par l'OCDE dans le cadre du Comité d'Aide au Développement (CAD). Pourquoi a-t-on lancé des expériences pilotes dans certains Etats considérés comme fragiles et même marginalisés ? Comme vous le savez, ces dernières années, plusieurs partenaires au développement ont décidé de concentrer leur aide au développement dans un nombre limité de pays, ceci de manière à accroître son efficacité. Et, dans un grand nombre de cas, les pays ainsi choisis ont été des pays considérés comme performants. Bien sûr, l'aide ne va pas qu'aux pays performants puisqu'un grand nombre de pays en situation de conflit et en sortie de crise absorbe une partie importante de l'aide sous forme d'aide humanitaire et d'aide à la reconstruction.

Bien que l'on comprenne parfaitement que les partenaires au développement ne peuvent être efficaces tout en étant très dispersés dans leur aide à l'échelle mondiale, cette nouvelle forme de concentration de l'aide bilatérale a donné lieu à un certain nombre de questions. Par exemple, comment déterminer si un pays est performant ? Sur la base de quels critères ? Et qu'arrivera-t-il aux pays non performants ? Est-il réaliste d'imaginer qu'ils pourront améliorer d'eux-mêmes leur performance ou va-t-on attendre que ceux-ci rejoignent le cercle de feu (pays instables, en situation de conflit) pour leur venir en aide ? C'est en partie la réflexion qui a conduit à identifier

une nouvelle catégorie d'Etats dits « fragiles ». On pensait en effet que la fragilité de certains Etats, marginalisés par ailleurs sur le plan de l'aide au développement, n'ait des conséquences graves notamment pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire (à laquelle la communauté internationale s'est engagée sur une base universelle) ainsi que sur la stabilité et la sécurité au niveau régional, continental, voire mondial. D'où l'idée d'élaborer des principes directeurs pour un engagement international dans ces Etats.

Cette approche n'a pas pour objet d'interpeller les partenaires au développement car chacun est libre de décider de l'allocation de son aide au développement en fonction de ses objectifs, de ses capacités et de ses moyens financiers. Elle constitue plutôt un défi à l'architecture du financement du développement international. S'il est important d'agir dans les Etats dits « fragiles » et que la plupart des organisations bilatérales de coopération au développement ne sont pas en mesure de le faire, alors qui doit le faire et comment ? Une question qui continuera à être d'actualité et notamment lors de la prochaine réunion de haut niveau du Comité d'Aide au Développement qui se tiendra à l'OCDE à Paris au début du mois de décembre 2005.

Par ailleurs, même si cette approche peut présenter des avantages pour des pays marginalisés ou en voie de marginalisation, fragilisés ou en voie de le devenir, il est difficile pour un pays qui n'est pas en conflit ouvert ou en sortie de conflit d'accepter cette stigmatisation. La question est donc pour ces pays de savoir comment pouvoir profiter de l'appui qui pourrait être accordé aux Etats dits « fragiles » sans pour autant en claironner l'intitulé. C'est un aspect qui a déjà été soulevé par certains pays et qui devrait faire l'objet d'un réexamen dans un proche avenir. Mais nonobstant les difficultés sémantiques, voire politiques, liées à ce concept, Monsieur Damiba avait raison d'attirer notre attention sur le fait que l'architecture du financement du développement international n'est pas encore un chantier achevé et que de nouvelles perspectives s'ouvrent à certains Etats --- marginalisés ou peu appuyés --- qui s'engagent dans la voie de la transformation et du changement.

En ce qui concerne le présent Forum, il me semble que sa crédibilité dépendra de deux importants facteurs : d'une part, les décisions et les dispositions qui seront prises par la Guinée suite à ce Forum pour accroître l'efficacité et le volume de l'ensemble des ressources à sa disposition pour un développement durable au bénéfice du plus grand nombre ; et, d'autre part, de la réponse et de l'accompagnement de la communauté internationale.

La Guinée comme plusieurs autres pays de la région ont besoin de combiner efficacité et volume de ressources pour pouvoir stimuler la croissance économique, promouvoir le progrès social, réduire la pauvreté et atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire. Et le défi est de taille ! Qu'il me suffise de rappeler que la population des dix-huit pays avec lesquels nous travaillons – du Cameroun au Cap Vert – était de l'ordre de 85 millions en 1960. Cette population est maintenant de l'ordre de 290 millions. Pour que cette population ait pu connaître une telle augmentation alors qu'elle était demeurée à un niveau relativement stable jusqu'au milieu du XXème siècle, il a donc fallu que des changements importants se produisent durant cette période, y compris avec le concours de l'aide publique au développement. Habités que nous sommes à

un discours misérabiliste sur l'Afrique, nous oublions trop souvent d'en parler. Par ailleurs, on prévoit que la population de ces dix-huit pays va augmenter de plus de 100 millions d'habitants à l'horizon 2020 et que 55% environ de cette population aura moins de 20 ans comparativement à 20% dans les pays développés. La Guinée avec sa population actuelle de 9 millions d'habitants n'échappera ni à cette croissance démographique ni à l'augmentation du nombre de jeunes.

Alors, cet état de fait devrait nous conduire à nous poser certaines questions. Quel avenir pour ces populations ? Quelles perspectives pour ces jeunes ? Que va-t-il se passer en terme de migration dans la région, sur le continent et ailleurs au cours des vingt prochaines années ? Qu'advient-il de l'atteinte des OMD ? Qu'advient-il de la sécurité pour tous si rien n'est fait ? Clairement, en Guinée comme ailleurs, le *statu quo* n'est pas la solution. L'action s'impose. En effet, maintenir le *statu quo* aurait non seulement des conséquences lourdes pour les générations actuelles et futures de ce pays mais ceci pourrait également se solder à terme par des coûts plus importants pour la communauté internationale.

Par conséquent, un partenariat innovant, efficace et continu avec la Guinée s'impose. Nous sommes confiants qu'un suivi rapproché de ce Forum, marqué de prises de décisions et d'actions concrètes, tracera la voie dans cette direction.

Je vous remercie.